



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation
11 mai 2017
Date d'affichage
Date de séance
19 mai 2017

L'an deux mille dix-sept et le dix-neuf mai, à huit heures

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.

Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	25
Procurations	7
Votants	32
Pour	32
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Attribuant une subvention à l'association TE RAUATIATI A TAU A HITI NOA TU dans le cadre de l'appel à projets 2017 « PUNARU'U, ma vallée, mon projet »

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative

le.....**31 MAI 2017**.....

et a été publié, affiché ou
notifié

le.....**07 JUIN 2017**.....

Le Maire,

R. TUMAHAI

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio	X		
POMMIER Aitu		X	Ismaël HAPAITAHAA
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves	X		
PUCHON Cathy		X	Tania MANEA-LYAU
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose	X		
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian		X	André TEAHU
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave	X		
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	Edmée TAHUTINI
RUA Antoine		X	Ronald TUMAHAI
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges	X		
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana		X	
CHING Jean-Pierre	X		
TUAIVA Jean-Paul		X	Monette HARUA
ARO Dylma	X		
LEBOUCHER Michel	X		
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERIITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.

- VU la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- VU le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- VU l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- VU la lettre du Haut-commissaire n° HC245/DIPAC/PJF en date du 6 avril 2009 relative à l'ordonnance du 5 octobre 2007 portant extension du CGCT ;
- VU la délibération n° 57/2016 du 18 mai 2016 fixant les modalités d'attribution des subventions aux associations de PUNAAUIA ;
- VU la délibération n°120/2014 du 30 septembre 2014 approuvant la création du Conseil de Gestion, de protection et de valorisation de la vallée de la Punaru'u ;
- VU l'appel à projet « PUNARU'U, ma vallée, mon projet » lancé le 7 novembre 2016 et clôturé le 31 mars 2017 ;
- VU le dossier déposé par l'association TE RAUATIATI A TAU A HITI NOA TU le 31 mars 2017 et complété le 26 avril 2017 ;
- VU l'avis favorable de la Commission Qualité de la Vie réunie le 3 mai 2017 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 19 mai 2017 ;

ADOpte

- Article 1** – Est accordée, pour l'année 2017, au titre de l'appel à projet « PUNARU'U, ma vallée, mon projet », à l'association TE RAUATIATI A TAU A HITI NOA TU, une subvention d'un montant de 218 825 F CFP (DEUX CENT DIX-HUIT MILLE HUIT CENT VINGT CINQ FRANCS).
- Article 2** – Le montant de la subvention doit servir à financer partiellement le projet de « *Gestion des plantes envahissantes du plateau de MARAETI'A, haute vallée de la PUNARU'U* ».
- Article 3** – La dépense est imputable au budget principal, à l'article 6574 de la section de fonctionnement, exercice 2017.
- Article 4** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 5** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 19 mai 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le Maire,



Ronald TUMAHAI ✓